

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/863
S/14887

5 mars 1982
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-sixième session
Point 15 c) de l'ordre du jour
ELECTION D'UN MEMBRE DE LA COUR
INTERNATIONALE DE JUSTICE

UN LIBRARY

CONSEIL DE SECURITE
Trente-septième année

MAR 15 1982

UN/SA COLLECTION

Notices biographiques des candidats présentés par
les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

| | <u>Pages</u> |
|---------------------------------|--------------|
| I. INTRODUCTION | 2 |
| II. NOTICES BIOGRAPHIQUES | 3 |
| Ahmed Esmat ABDEL MEGUID | 3 |
| Mohammed BEDJAOUI | 10 |
| Léon-Louis BOISSIER-PALUN | 17 |
| Kamel Hassan MAGHUR | 20 |
| Edilbert RAZAFINDRALAMBO | 22 |
| Shabtai ROSET'NE | 27 |

A/36/863
S/14887
Français
Page 2

I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les notices biographiques des candidats présentés par les groupes nationaux en vue de l'élection qui aura lieu le 19 mars 1982 au cours de la reprise de la trente-sixième session de l'Assemblée générale pour pourvoir le poste devenu vacant à la Cour internationale de Justice par suite du décès du juge El-Erian (Égypte). La liste des candidats dont les noms ont été proposés en vue de cette élection a été publiée sous la cote A/36/862-S/14886.

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

Ahmed Esnat ABDEL MEGUID
(Egypte)

/Original : anglais/

I. Renseignements généraux

Date de naissance : 22 mars 1923
Lieu de naissance : Alexandrie (Egypte)
Adresse professionnelle : Mission permanente de la République arabe d'Egypte
auprès de l'Organisation des Nations Unies
36 East 67th Street
New York, N.Y. 10021
Etat civil : Marié, trois fils

II. Diplômes universitaires

Doctorat en droit international, Université de Paris (1951).
Thèse : "Le Conseil des prises en Egypte. Etude comparée". (Université de Paris, 1951).
Diplôme de l'Institut des sciences politiques, Université de Paris (1949).
Diplôme de l'Institut de droit comparé, Université de Paris (1949).
Certificat d'études supérieures d'économie, Université de Paris (1948).
Certificat d'études supérieures de droit public, Université de Paris (1947).
Licence en droit, Université d'Alexandrie (1944).

III. Etudes universitaires

Académie de droit international de La Haye (été 1949).
Institute of Advanced Legal Studies (Institut de hautes études juridiques),
Université de Londres (1951-1952).

IV. Fonctions actuelles et antérieures

Ambassadeur, Représentant permanent de la République arabe d'Egypte auprès de
l'Organisation des Nations Unies (mars 1972 à ce jour).
Ministre d'Etat aux affaires du Cabinet (1970-1972).
Ambassadeur d'Egypte en France (1970).

Chef de l'Office national de l'information et porte-parole officiel du Gouvernement égyptien ayant rang de vice-ministre (1969).

Chef du Département de l'assistance culturelle et technique au Ministère des affaires étrangères (Le Caire, 1968-1969).

Secrétaire général du Haut Comité interministériel des relations culturelles et de l'assistance technique de la République arabe d'Égypte (1969).

Chef de Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le Caire (1968).

Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade d'Égypte à Paris (France) (1963-1967).

Directeur adjoint du Département juridique, Ministère des affaires étrangères, Le Caire (1961-1963).

Conseiller à la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1957-1961).

Chef du Bureau du Royaume-Uni, Ministère des affaires étrangères, le Caire (1954-1957).

Conseiller politique chargé de l'application de l'Accord anglo-égyptien (1954-1956).

Attaché et troisième Secrétaire à l'Ambassade d'Égypte à Londres (1950-1954).

Avocat au Contentieux de l'Etat (1944-1945).

V. Expérience universitaire, juridique et diplomatique

Membre du Barreau égyptien (septembre 1944 à ce jour).

A plaidé devant les tribunaux nationaux et les tribunaux mixtes égyptiens, Alexandrie (Égypte) (1945).

Négociations et élaboration d'accords conclus entre l'Égypte et le Royaume-Uni (retrait des forces britanniques); et entre l'Égypte et la France (règlement du contentieux) (1954-1957).

Membre du Comité des fleuves internationaux de l'Association du droit international (Règles d'Helsinki) (1963).

Chargé de cours en diplomatie à la Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire (1962).

Examineur extérieur pour les épreuves de droit international à la Faculté de droit de l'Université du Caire et de l'Université d'Alexandrie (1962-1963).

Membre du jury d'examineurs au Ministère des affaires étrangères et à l'Institut d'études diplomatiques du Caire (1968-1969).

Chef du Comité ministériel de libération des biens mis sous séquestre (1970).

Membre du Comité ministériel législatif, représentant le Cabinet (1970).

Membre du Comité fondateur de l'Université des Nations Unies à Tokyo (1974).

A participé aux travaux du Comité législatif et des comités des affaires étrangères et des affaires arabes de l'Assemblée populaire.

Président du Comité chargé de l'emploi de l'arabe comme langue de travail à l'Organisation des Nations Unies (1974).

Ancien membre du Conseil de l'Association égyptienne du droit international au Caire.

Membre de l'Association du droit international, Londres.

Conférences :

Au Council on Foreign Relations (New York) sur les sujets suivants :

1. Politique étrangère actuelle de la République arabe d'Égypte (26 septembre 1972),
2. Moyen-Orient (25 octobre 1973);
3. Accord du Sinaï : Appréciation de l'Égypte (30 septembre 1975);
4. L'Égypte dans le monde arabe (première d'une série de conférences sur le Moyen-Orient) (8 septembre 1976);
5. Politique étrangère des États-Unis et la crise du Moyen-Orient : Point de vue de l'Égypte (23 février 1978);
6. La situation au Moyen-Orient (conférence donnée à Cambridge, Massachusetts) (10 mai 1979).

A la Stanley Foundation :

"The Multilateral Disarmament Process in the United Nations of the Next Decade" (Le processus de désarmement multilatéral à l'Organisation des Nations Unies au cours de la prochaine décennie) (seizième session, Bermudes, juin 1981).

A l'Aspen Institute for Humanistic Studies (Aspen, Colorado) en tant que chargé de conférences :

Leçons d'histoire pour la diplomatie de l'ère nucléaire;

Aspen Centre - WYE Plantation (8 au 10 mai 1981).

Autres conférences données dans les établissements suivants :

Faculté de droit de Harvard, Université de Yale; Université de Princeton; Université du Texas à Austin; Université de la Caroline du Sud, Faculté des relations internationales de l'Université de Columbia; Université de New York;

Réunion atlantique à l'Arden House;

Conférence de l'Athénée à Genève (Suisse);

Université d'Oxford;

Université américaine du Caire;

Rotary Club (Le Caire).

Débat sur le thème "Egypt Today" organisé par Hamilton, Johnston and Co., Inc. à New York (janvier 1981).

Entretien lors de la série d'émissions radiodiffusées sur les affaires mondiales intitulée "Common Ground" (juin 1981).

Entretien lors de l'émission télévisée "MacNeil Lehrer - Report", Public Television (New York).

Séminaire sur les questions africaines organisé par l'Académie internationale pour la paix à Lake Mohonk (New York) (novembre 1981).

Membre d'un groupe sur les sociétés transnationales de l'Organisation des Nations Unies (New York) (novembre 1981).

Membre du jury de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (New York).

VI. Conférences et réunions internationales

Membre de la délégation égyptienne chargé des négociations concernant l'évacuation britannique du canal de Suez, qui ont conduit à la conclusion de l'Accord anglo-égyptien (Le Caire, 1954-1956).

Membre de la délégation égyptienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1958).

Membre de la délégation égyptienne au Comité du désarmement (Genève, 1962).

Vice-Président de la délégation égyptienne à la Conférence de Vienne sur les relations consulaires (Vienne, 1963).

Chef de la délégation égyptienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1969).

Membre de la délégation égyptienne à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Paris, 1970).

Représentant spécial du Président de la République arabe d'Egypte auprès des chefs d'Etats africains : Cameroun, Mauritanie, Nigéria, Sénégal et Zaïre (1970).

Représentant spécial du Président de la République arabe d'Egypte auprès du Président de la République socialiste de l'Union birmane (1970).

Représentant spécial du Premier Ministre de la République arabe d'Egypte auprès du Premier Ministre japonais (Tokyo, 1970).

Premier membre du Cabinet des ministres égyptien à prendre la parole devant le Conseil de l'Europe (Strasbourg, mai 1970).

Président du Groupe des 77 à l'Organisation des Nations Unies (New York, 1972-1973).

A participé à toutes les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée générale tenues de septembre 1972 à ce jour; vice-président de la délégation égyptienne à la trente-sixième session de l'Assemblée.

A participé à toutes les réunions du Conseil de sécurité de mars 1972 à ce jour.

Chef de la délégation égyptienne à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale de 1972 à ce jour.

Chef de la délégation égyptienne aux sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer tenues à New York en 1973, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980 et 1981.

Chef de la délégation égyptienne aux réunions officieuses intersessions sur le droit de la mer (Mexico, janvier 1979).

Institutional Investors Annual Conference au Hilton (New York, mars 1974).

Président de la délégation égyptienne à la Conférence préparatoire du Caire en vue de la Conférence de la paix de Genève (Le Caire, décembre 1977).

Membre de la délégation égyptienne aux pourparlers de paix qui ont eu lieu à Ismailia (Egypte, décembre 1977).

Président de la délégation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie envoyée en Chine, au Japon, au Pakistan et en Turquie (janvier 1979).

Membre du Groupe d'experts gouvernementaux sur l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale de l'ONU (1980).

Président de la délégation égyptienne aux réunions ministérielles du Bureau de coordination des pays non alignés (La Havane, 1978, Colombo, 1979, et Alger, 1981).

Vice-Président de la délégation égyptienne à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés à Belgrade (1978).

Vice-Président de la délégation égyptienne à la sixième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés tenue à La Havane (1979).

VII. Publications

"Conférence des Nations Unies pour la suppression ou la diminution des cas d'apatride", Revue égyptienne de droit international, vol. 15, Le Caire, 1959.

"Rapport sur la réunion du Comité des fleuves internationaux", Revue égyptienne de droit international, vol. 19, Le Caire, 1963.

"L'évolution actuelle des relations franco-arabes", Revue égyptienne de droit international, vol. 24, Le Caire, 1968.

"Rapport de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités", Revue égyptienne de droit international, vol. 25, Le Caire, 1969.

"New Trends in the Law of Treaties", Revue égyptienne de droit international, vol. 26, Le Caire, 1970.

Rapport au Conseil de l'Europe (Strasbourg), publié dans les documents du Conseil de l'Europe, mai 1971.

"La crise du Moyen-Orient devant la Société consultative du Conseil de l'Europe", Revue égyptienne de droit international, vol. 29, Le Caire, 1973.

"Israeli Practices and the Human Rights in Occupied Arab Territories", International Lawyer, vol. 7, No 2, avril 1973.

"Missed Opportunities for Peace in the Middle East", New York Times (page des éditoriaux), 9 avril 1975.

Lettre au New York Times intitulée "Security Council Consensus", 24 novembre 1976.

VIII. Autres activités

Président du Comité égyptien pour l'exposition Toutankhamon au Petit Palais à Paris (1966).

A présidé l'inauguration de l'aile Sackler abritant le temple égyptien de Dendur au Metropolitan Museum of Art de New York (septembre 1978).

Allocution sur l'"International Impact of Academic Medical Centers" (Rôle des centres médicaux universitaires sur le plan international) prononcée lors de l'inauguration du Medical Focus Building à Winston Salem, Caroline du Nord (Etats-Unis d'Amérique). M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, assistait à cette cérémonie (septembre 1981).

Chargé de conférences à l'Aspen Institute for Humanistic Studies (Aspen, Colorado).

Membre de l'Association égyptienne des Nations Unies.

Membre de la Société des amis franco-égyptienne.

N.B. Depuis 1974, une biographie figure dans The International Who's Who (Londres, Europa Publications).

IX. Prix et décorations

Grand Croix décernée par le Gouvernement français (1971).

Décoration de l'Ordre de la République arabe d'Egypte (1970).

Décoration décernée par le Gouvernement yougoslave (1969).

Ordre du Mérite décerné par le Gouvernement français (1967).

Mohammed BEDJAOUI
(Algérie)

[Original : anglais/français]

Né le 21 septembre 1929 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie)

Diplômes et titres

Licencié en droit (1951).

Titulaire du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (1951).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de l'Université de Grenoble (1952).

Docteur en droit (1956) avec une thèse sur la "Fonction publique internationale et influences nationales".

Lauréat de la Faculté de droit de Grenoble (concours de droit civil et de droit commercial, 1951).

Lauréat de l'Association des amis de l'Université de Grenoble (prix de thèse, 1957).

Lauréat de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace), prix sur l'Organisation internationale (1956).

Fonctions

Avocat stagiaire près la Cour d'appel de Grenoble, France (1951-1953).

Stagiaire, puis attaché de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de 1956 à 1958 (section droit international).

Conseiller juridique du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) (1958-1961).

Directeur de cabinet du Président de l'Assemblée nationale constituante à Alger (septembre-novembre 1962).

Secrétaire général du gouvernement (Alger, novembre 1962-décembre 1964).

Président du Conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer algériens (SNCFA) (juin-décembre 1964).

Doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université d'Alger (octobre 1964-octobre 1965).

Ministre de la justice, Garde des sceaux (décembre 1964-juillet 1970).

/...

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne auprès de la République française (décembre 1970-septembre 1979).

Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (janvier 1971-septembre 1979).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, depuis septembre 1979.

Membre du Comité central du parti du Front de libération nationale.

Missions

Membre de la délégation du Front de libération nationale d'Algérie à New York à la onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, janvier 1957).

Expert juridique de la délégation du GPRA aux négociations algéro-françaises d'Evian et de Lugrin (mai et juillet 1961).

Membre de la délégation algérienne à la dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, octobre 1962).

Membre de la délégation algérienne à la Conférence des chefs d'Etat sur le conflit frontalier algéro-marocain (Bamako, 1963).

Secrétaire général de la deuxième Conférence afro-asiatique (Alger, juin et octobre 1965).

Membre de la délégation algérienne au troisième Sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis Abeba (novembre 1966).

Président de la délégation algérienne, représentant le chef de l'Etat algérien au quatrième Sommet de l'OUA à Kinshasa (septembre 1967).

Membre de la délégation algérienne au cinquième Sommet de l'OUA à Alger (septembre 1968).

Chef de la délégation algérienne à la cinquantième session du Conseil des Ministres de la Ligue des Etats arabes (Le Caire, septembre 1968).

Membre de la délégation algérienne à la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, Alger (août-septembre 1973).

Chef de la délégation algérienne à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités (Vienne, 1977).

Chef de la délégation algérienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York, 1976, 1978 et 1980, et Genève, 1979 et 1980).

Chef adjoint de la délégation algérienne aux trente-deuxième, trente-quatrième et trente-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1977, 1979 et 1980).

Chef de la délégation algérienne à la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1978).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés (Colombo, Sri Lanka, juin 1979).

Chef adjoint de la délégation algérienne aux trente-troisième et trente-cinquième sessions du Conseil des Ministres de l'OUA (Monrovia, juillet 1979 et Freetown, juin 1980) et membre de la délégation algérienne aux seizième et dix-septième Sommets de l'OUA (Monrovia, juillet 1979 et Freetown, 1980).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la Conférence ministérielle préparatoire et membre de la délégation au sixième Sommet des pays non alignés (La Havane, août-septembre 1979).

Coprésident de la Commission d'enquête des Nations Unies en Iran dans l'affaire des otages américains (février-mars 1980).

Activités scientifiques

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1965.

Rapporteur spécial de la Commission du droit international des Nations Unies pour la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités depuis 1967.

Membre honoraire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye (1969).

Membre de la Société française pour le droit international.

Associé de l'Institut de droit international.

Membre du Bureau de l'Académie diplomatique internationale, Paris.

Membre de l'Association des amis d'Henri Rollin, Bruxelles.

Membre du jury du Prix des Ambassadeurs, Paris.

Prix

Prix des Amis de l'Université de Grenoble (prix de thèse, 1957).

Prix de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace) (1956).

Prix de l'amitié franco-arabe (1979).

Décorations

Ordre du Mérite alaouite, Maroc.

Ordre de la République, Egypte.

Commandeur de la Légion d'honneur, France.

Publications

Fonction publique internationale et influences nationales, Dotation Carnegie pour la paix internationale, à Londres chez Stevens and Sons; à New York chez Praeger; à Paris chez Pedone, 1958, 674 pages.

"Jurisprudence comparée des tribunaux administratifs internationaux en matière d'excès de pouvoir", Annuaire français de droit international, Paris, 1956, p. 482 à 496.

"Le syndicalisme des fonctionnaires internationaux", Annuaire français de droit international, Paris, 1957, p. 435 à 448.

"Jurisprudence administrative internationale" (Tribunal administratif de l'ONU, Tribunal administratif de l'OIT, Commission de recours de l'OECE, 1956-1957), Journal de droit international, Paris, 1959, No 1, p. 208 à 251.

La révolution algérienne et le droit, ouvrage publié à Bruxelles en 1961 sous la direction de l'Association internationale des juristes démocrates, édition française (262 pages) et anglaise (260 pages); édition arabe (415 pages), 1963, Damas, Ministère de la culture.

"L'évolution institutionnelle de l'Algérie depuis l'indépendance", Union académique internationale pour un corps constitutionnel, tome I, fascicule I, E. J. Brill, Leiden, 1968, p. 163 à 201.

La question palestinienne, édition française originale, Alger, Imprimerie du Ministère de la justice, 1968, et SNED, 237 pages; édition anglaise : The Palestine Question, Beyrouth, The Institute for Palestine Studies, 1968, 203 pages; édition arabe : Al-Qadia Al-Falastinia, Beyrouth, The Institute for Palestine Studies, 1968; édition allemande : Die Palaestina-Frage, 1969, 189 pages, imprimerie Seidl, 5302 Beuel, Postfach 104; édition espagnole, Buenos Aires, 1969.

"La réforme communale en Algérie", Revue juridique et politique. Indépendance et coopération, Paris, 1968, tome XXII, No 2, p. 545 à 566.

"L'organisation judiciaire algérienne", Revue juridique et politique. Indépendance et coopération, Paris, 1969.

"La succession d'Etats dans les matières autres que les traités". Rapport préliminaire à la vingtième session de la Commission du droit international document A/CN.4/204, 5 avril 1968, Annuaire de la Commission du droit international, 1968, vol. II.

- "Les droits acquis économiques et financiers et la succession d'Etats", deuxième rapport, document A/CN.4/216/Rev.1, 2 mai 1969, Annuaire de la Commission du droit international, 1969, vol. II.
- "La succession d'Etats en matière de biens publics", troisième rapport, document A/CN.4/226 du 24 mars 1970, Annuaire de la Commission du droit international, 1970, vol. II.
- "Projet d'articles avec commentaires et observations sur la succession d'Etats en matière de biens publics", quatrième rapport à la Commission du droit international, document A/CN.4/247 et Add.1, avril 1971, Annuaire de la Commission du droit international, 1971, vol. II, première partie.
- "Pour un nouveau droit social international", Annuaire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye, 1969, vol. 39, p. 17-28.
- "Algeria", in International Encyclopedia of Comparative Law, Max Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht, Hambourg, vol. I, 1970, p. A-17 à A-28.
- "Problèmes récents de succession d'Etats dans les Etats nouveaux", Recueil des cours de l'Académie de droit international, La Haye, vol. 130, 1970, p. 453 à 585.
- "La succession d'Etats en matière de biens publics", cinquième rapport, document A/CN.4/259, Annuaire de la Commission du droit international, vol. II.
- "L'affaire de Namibie", Dictionnaire diplomatique, Académie diplomatique internationale, Paris, vol. VIII, 1973, p. 567 à 576.
- "Le règlement des différends dans le cadre de l'OUA", Annuaire français de droit international, Paris, 1972, p. 85 à 99.
- "La quatrième conférence d'Alger des pays non alignés", Dictionnaire diplomatique, Académie diplomatique internationale, vol. IX.
- "La succession d'Etats en matière de biens publics", sixième rapport, document A/CN.4/267, 20 mars 1973, Annuaire de la Commission du droit international, 1973, vol. II, p. 3 à 72.
- "La succession d'Etats en matière de biens d'Etats", septième rapport, document A/CN.4/282, juin 1974, Annuaire de la Commission du droit international, 1974 vol. II, première partie.
- "Le droit des peuples et les matières premières : une réelle espérance", Le Monde diplomatique, mai 1974, p. 7.
- "L'évolution institutionnelle de l'Algérie depuis l'indépendance", deuxième partie, Union académique internationale pour un corpus constitutionnel, tome 1, fascicule 2, E. J. Brill, Leiden, 1975, p. 163 à 201.

"Affaire du Sahara occidental", plaidoieries, à paraître dans CIJ, Affaire du Sahara occidental, avis consultatif du 16 octobre 1975, mémoires et plaidoieries.

"L'inspection internationale dans le cadre des opérations des Nations Unies pour le maintien de la paix", in L'inspection internationale, ouvrage collectif sous la direction de George Fischeret Daniel Vignes, édit. Bruylant, Bruxelles, 1976 (521 pages), p. 25 à 57.

"L'Algérie dans la lutte pour le développement du tiers monde", Annuaire du tiers monde, tome I, Paris, 1976.

"La succession d'Etats en matière de biens d'Etats", huitième rapport, document A/CN.4/292, Annuaire de la Commission du droit international, 1976, vol. II

"Droit de la mer", in Vers un nouvel ordre international. Actes de la session commune du Club de Rome et de l'Institut international des océans, Alger, 25-28 octobre 1976, p. 73 à 85.

"Quelques aspects de l'expérience algérienne dans le domaine de l'indépendance nationale", in Les conditions de l'indépendance nationale dans le monde moderne. Actes du colloque international tenu à l'Institut Charles de Gaulle les 21, 22 et 23 novembre 1975, Paris, éditions Cujas, 1977, p. 79 à 92.

"Succession d'Etats en matière de dettes d'Etats", neuvième rapport, document A/CN.4/301 et Add.1, Annuaire de la Commission du droit international, 1977, vol. II, première partie.

"Non alignement et droit international", cours donné en 1976 à l'Académie de droit international, Recueil des cours de l'Académie de droit international (La Haye, 1976, vol. 151, p. 335 à 456).

"Aspects internationaux de la nouvelle Constitution algérienne", Annuaire français de droit international, 1977, p. 75 à 94.

Terra nullius, "droits" historiques et autodétermination (La Haye, Sijthoff, 1975, 87 pages).

Pour un nouvel ordre économique international (Paris, Unesco, 1978, 295 pages), ouvrage ouvrant une collection de l'Unesco intitulée : "Nouveaux défis au droit international". Traduction anglaise : Towards a new international economic order (Holmes and Meier, New York et Londres, 1979, 287 pages); traduction espagnole : Hacia un nuevo orden economico internacional; traduction portugaise : Para uma nova ordem economica internacional; traduction arabe (sous presse).

"L'asile en Afrique", rapport présenté en janvier 1979 à Arusha (Tanzanie), à la réunion d'experts préparatoire à la Conférence africaine sur le problème des réfugiés.

"Succession d'Etats en matière d'archives d'Etat", onzième rapport présenté à la Commission du droit international de l'ONU, Genève, mai 1979, document A/CN.4/322 et Add.1 et 2, Annuaire de la Commission du droit international, 1979 vol. II, première partie.

"Les travailleurs étrangers et le droit international", dans le Colloque de la Société française pour le droit international (Clermont-Ferrand, 25-27 mai 1978), Paris, Pedone, 1979, p. 304 à 309 (Remarques sur le rapport général "Ordres juridiques et statut des travailleurs étrangers").

"Le statut des travailleurs algériens en France", dans les Annales de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Clermont-Ferrand I, année 1978, fascicule 15, p. 607 à 625.

"Succession d'Etats en matière d'archives d'Etat", douzième rapport présenté à la Commission de droit international de l'ONU, mai 1980, document A/CN.4/333, Annuaire de la Commission du droit international, 1980, vol. I.

"Succession d'Etats en matière d'archives d'Etat", treizième rapport présenté à la Commission du droit international, juin 1981, document A/CN.4/345 et Add.1 à 3, Annuaire de la Commission du droit international, 1981.

"Résurgences de théories sur la souveraineté limitée des Etats sur leurs ressources naturelles", dans les Mélanges offerts en l'honneur du Pr Abendroth, République fédérale d'Allemagne, 1982.

Lumière de la Saoura (Paris, Delroisse, Vilo, 1980, 118 pages).

Dialogue des civilisations, ouvrage collectif ayant pour auteurs : Mohammed Bedjaoui; le cardinal Dom Helder Camara, évêque de Recife (Brésil); Aurelio Pécéi (Italie), président du Club de Rome; Han Su Yin (Chine), romancier; Joseph Ki-Zerbo (Haute-Volta), historien; Roger Garaudy (France), philosophe, cet ouvrage sera publié en 1982 par l'Université des Trois-Rivières, Québec (Canada).

Préface (p. 7 à 14) à l'ouvrage de Roger Garaudy intitulé Promesses de l'Islam, (Paris, éditions du Seuil, 1981, 180 pages).

"Un point de vue du tiers monde sur l'Organisation internationale"; contribution apportée sous ce titre (p. 223 à 292) à un ouvrage collectif sur Le concept d'organisation internationale, publié par l'Unesco sous la direction du Pr Ab-Saab, Unesco, 1980, 292 pages.

Léon-Louis BOISSIER-PALUM
(Bénin)

/Original : français/

I. Renseignements généraux

Date de naissance : 29 juin 1916

Lieu de naissance : Djougou (République populaire du Bénin)

Etat civil : marié

II. Etudes

Etudes primaires et supérieures à Porto-Novo (Dahomey), République populaire du Bénin.

Etudes secondaires classiques (latin-grec) au Lycée Faidherbe à St-Louis du Sénégal.

Etudes supérieures (droit) à l'Université de Bordeaux (France).

Ecole militaire des officiers de réserve (Saint-Maixent).

Guerre 1939-1940.

Stage professionnel au barreau de Dakar (1944).

III. Activités publiques

Sous administration française

Président du Tribunal de droit local de Dakar (1941).

Avocat-défenseur près de la Cour d'appel et des tribunaux de l'Afrique occidentale française (AOF) (1944).

Elu membre du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française (1952).

Président du Grand Conseil de l'AOF (Sénégal, Mauritanie, Soudan, Haute-Volta, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée, Dahomey) (1952-1957).

Membre du Conseil de l'Université de Dakar (1952-1958).

Administrateur de l'Institut d'émission pour l'AOF et le Togo (1952-1957).

/...

Pendant la période de transition de l'autonomie interne puis de l'indépendance des territoires de l'Afrique occidentale

Député à l'Assemblée législative du Sénégal.

Président de la Commission des affaires économiques et du plan.

Député à l'Assemblée fédérale du Mali.

Membre du Sénat de la communauté française.

Président de la Commission des lois du Sénat de la communauté.

Président de la Commission constitutionnelle pour l'accession à l'indépendance de la Fédération du Mali.

Député à l'Assemblée nationale.

Président de la Haute-Cour, élu par l'Assemblée nationale.

Chef de la délégation à la Conférence de Vienne chargée en 1961 d'élaborer la Convention fixant les immunités et les privilèges diplomatiques.

Ambassadeur à Londres, conjointement accrédité à Oslo, Vienne, Stockholm, Copenhague et Berne (1960-1966).

Ambassadeur à Paris (1966), également accrédité à Madrid.

Président du Conseil économique et social à Dakar (1964-1968).

Nombreuses missions à l'Organisation des Nations Unies, Opération des Nations Unies au Congo, etc.

Ambassadeur du Dahomey - Délégué permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) (1972-1975).

Membre du Conseil exécutif de l'Unesco élu par la dix-septième Conférence générale (1972-1976).

Délégué du Bénin à la dix-neuvième Conférence générale de l'Unesco (1976).

Président du Groupe de négociation à la dix-neuvième Conférence générale de l'Unesco à Nairobi.

Fonctions actuelles

Avocat à la Cour de Paris.

Membre de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, au titre de la Côte d'Ivoire.

Membre de l'Association française de droit aérien.

Consultant spécial du Directeur général de l'Unesco pour les questions juridiques et politiques.

IV. Activités sociales et humanitaires

Chevalier Grand Croix magistral de l'Ordre souverain de Malte, chargé de l'animation des activités humanitaires de l'Ordre en Afrique.

Président du Comité européen et Vice-Président du Comité international du deuxième Festival mondial des arts et de la culture noire (Lagos) (juillet 1972).

V. Décorations

Grand Officier de l'Ordre national du Bénin.

Grand officier de la Légion d'honneur.

Grand Officier de l'Etoile noire du Bénin.

Officier de l'instruction publique (Palmes académiques).

Commandeur du Mérite agricole.

Officier de la santé publique.

Médaille de la guerre 1939-1940.

Grand Croix de l'Ordre national du Sénégal.

Grand Officier de l'Ordre national de Côte d'Ivoire.

Grand Croix de l'Ordre national de Tunisie.

Grand Croix de l'Ordre national du Maroc.

Grand Croix de l'Ordre national d'Ethiopie.

Grand Officier de la Star of Africa, Libéria.

Commandeur de l'Etoile royale de la Grande Comore.

Knight Commander of The British Empire (K.B.E).

Grand Croix de l'Ordre royal de Paul de Grèce.

Grand Croix de l'Ordre de Pie IX.

Grand Croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

Grand Croix de Pro Merito Melitensi.

Kamel Hassan MAGHUR
(Jamahiriya arabe libyenne)

/Original : anglais/

Date et lieu de naissance

Tripoli (Libye), 1935.

Situation matrimoniale

Marié, cinq enfants.

Etudes et titres universitaires

Licence en droit de l'Université du Caire (1957).

Cours spéciaux d'une durée de deux ans à l'Université de Paris et l'Université de Grenoble (1957-1959).

Activités professionnelles

Conseiller au Département de la procédure et de la législation.

Avocat (1968).

Conseiller à la Cour d'appel de Tripoli (1969).

Directeur adjoint du Département de la procédure et de la législation.

Conseiller près la Cour suprême de Libye (1969-1971).

Avocat (1971-1972).

Ambassadeur et représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (1972-1975).

Ambassadeur de la Jamahiriya arabe libyenne en France (1975-1978).

Représentant de la Jamahiriya arabe libyenne à la Commission des droits de l'homme (1976).

Ambassadeur de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de la République populaire de Chine (1979).

Mandataire de la Jamahiriya arabe libyenne devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire concernant le plateau continental entre la Jamahiriya arabe libyenne et la Tunisie.

Langues

Anglais, arabe, français, italien.

Poste occupé actuellement

Conseiller près la Cour suprême de Libye.

Edilbert RAZAFINDRALAMBO
(Madagascar)

Original : anglais/français

Né le 3 octobre 1921 à Antanarivo (Madagascar).

Titres universitaires

Baccalauréat ès-lettres classiques-philosophie (Antanarivo, 1940).

Certificat d'études supérieures de grec (Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de latin (Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de géographie (Sorbonne, 1948).

Licence ès-lettres (Sorbonne, 1949).

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948).

Certificat délivré par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952). (Special course on English legal method).

Doctorat en droit d'Etat (Paris, 1955).

Activités professionnelles

Avocat à la Cour de Paris de 1948 à 1960.

Secrétaire d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation française de 1951 à 1960.

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Madagascar en 1961.

Avocat général, puis Président de la Chambre de cassation à la Cour suprême de Madagascar, d'octobre 1962 au mois de septembre 1967.

Premier Président de la Cour suprême depuis octobre 1967.

Professeur de droit à l'Université de Madagascar et à l'Institut d'études judiciaires malgache de 1961 à 1974.

Membre des commissions de codification des lois malgaches.

Membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Président de la Société malgache d'études juridiques.

Président de la Haute Cour de Justice.

Activités internationales

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail depuis 1964.

Rapporteur général de cette commission depuis 1969.

Membre des groupes d'études sur :

- a) L'inspection du travail (Conventions Nos 81 et 85, 1947) en 1966.
- b) Le travail forcé (Conventions No 29, 1930 et No 105, 1957) en 1968.
- c) La discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention No 111, 1958) en 1971.
- d) La politique de l'emploi (Convention No 122, 1964) en 1972.
- e) La liberté syndicale et protection du droit d'organisation et de négociation collective (Conventions No 87, 1948 et No 98, 1949) en 1973.
- f) La consultation et la collaboration entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs aux échelons industriel et national (Recommandation No 113, 1960) en 1976.
- g) Les droits économiques, sociaux et culturels (Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1966) en 1968.

Chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, 1968-1969.

Membre de la délégation malgache à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies - Représentant à la Sixième Commission (questions juridiques) (1977).

Arbitre de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Arbitre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque internationale pour la reconstruction et le développement).

Membre du Tribunal d'arbitrage constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque Mondiale) /affaire "Société Ltd. Bonvenuti et Bonfant" c/ Gouvernement de la République populaire du Congo (instance en cours)/.

Membre, avec le Président Mendès-France, du Tribunal arbitral international présidé par le Professeur Roberto Ago (affaire Etat malgache c/ Grands Moulins de Dakar (GMD), Genève, 1970-1972).

Membre, avec le Recteur P. Foriers de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal arbitral international présidé par le Doyen René Roblot (affaire Etat malgache c/ SOBIERI-Paris, 1974-1975).

A/36/863

S/14887

Français

Page 24

Membre du Tribunal arbitral constitué par la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (affaire EEM c/ République malgache) (instance en cours).

Membre du Tribunal arbitral désigné par ladite Cour pour statuer dans l'affaire AGIP c/ Etat malgache et SOLIMA (1979-1980).

Président de Commission au Congrès des juristes francophones organisé sous l'égide de la Commission internationale des juristes à Dakar (Sénégal), en janvier 1967.

Président national du Centre de la paix mondiale par le droit.

Membre du Conseil d'experts dudit Centre.

Membre de l'Emergency World Council (La Haye, Pays-Bas, 1977).

Membre de la Commission for International Due Process of Law (Chicago, Illinois).

Membre associé de la Commission internationale des juristes (Genève).

Membre du Tribunal international (Débats/exposition sur l'exploitation des fonds marins) organisé par le Centre de la paix mondiale par le droit à la Conférence internationale sur la paix (Manille, 21 au 26 août 1977).

Correspondant national pour l'étude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (science juridique) de l'Unesco, mai-juillet 1972.

Chef du Groupe des experts malgaches aux négociations franco-malgaches (Paris, Antanarivo), 1973.

Membre de l'American Society of International Law (Washington, D.C.).

Membre du Center for the Study of Democratic Institutions (Santa Barbara, Californie), 1971-1972.

Membre de l'Association mondiale de juges (Genève).

Membre de l'Association internationale des juristes démocrates (Bruxelles).

Membre de l'International Bar Association (Londres).

Membre de l'International Ombudsman Institute (Alberta, Canada).

Membre du Comité de rédaction de la Revue juridique et politique, Indépendance et coopération (Paris), depuis 1968.

Collaborateur étranger du Journal du droit international (Clunet), Paris, de 1964 à 1972.

Boursier de la Division des droits de l'homme des Nations Unies, pour l'étude de l'Ombudsman (Stockholm, juillet-septembre 1962).

Représentant de Madagascar au Séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres recours contre les abus de l'autorité administrative (Stockholm), 12 au 29 juillet 1962.

Ancien Président national de l'Association des étudiants malgaches en Europe (AEOM).

Consultant en droit international de la Banque centrale de la République démocratique de Madagascar, de la Compagnie des transports aériens Air Madagascar, de la Société nationale de l'eau et de l'électricité (JIRAMA) et de la Société nationale de pétrole (SOLIMA).

Représentant à la deuxième Conférence internationale des juges de cours suprêmes, Sydney (Australie), 19 au 23 mai 1980.

Participant à la Conférence nationale organisée par le Conseil consultatif national des minorités sur la justice criminelle, Washington (Etats-Unis d'Amérique), 16 au 18 octobre 1980.

Travaux

L'infraction flagrante en droit français, anglais et tchécoslovaque - (Etude de droit comparé - Thèse - Paris, 1955).

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice (Etude effectuée pour la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies - 1962).

Le droit judiciaire privé malgache (Cours polycopié - Faculté de droit de Tananarive, 1969).

"Chronique de jurisprudence malgache en matière de droit international privé" Journal du droit international - (Clunet, Paris, 1964, No 1).

"Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache" Bulletin de Madagascar, septembre 1964, No 220.

"L'ombudsman et la protection des droits de l'homme" Revue sénégalaise de droit, 1er septembre 1967 - Dakar.

"Les problèmes du recrutement et de la formation des juges" (communication à l'Assemblée mondiale de juges, Genève, juillet 1967).

"La Cour suprême malgache" Recueil Penant - Paris, No 722, octobre-novembre-décembre 1968.

Contribution à l'Etude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines de l'Unesco (mai-juillet 1972).

Système juridique malgache dans "Law and Judicial Systems of Nations" (Washington, USA, 1977).

Le droit pénal spécial malgache (Université de Madagascar, 1973).

Sentences arbitrales internationales (Genève et Paris, 1972-1975).

Rapport sur la loi socialiste et la justice (Conférence des magistrats malgaches, Antananarivo, 1976).

Opinion individuelle dans l'affaire relative à l'exploitation des ressources minérales en eau profonde, Tribunal international organisé par la huitième Conférence internationale de la paix mondiale par le droit (Manille, août 1977).

"Le rôle des tribunaux dans la protection des droits et libertés et dans la politique du développement" /communication au Colloque africain francophone de Yaoundé (République-Unie du Cameroun) (1978)/.

"Rôle des juges dans les pays en développement" (deuxième Conférence internationale des juges des cours suprêmes), Sydney (Australie), 19 au 23 mai 1980.

Distinctions honorifiques

Commandeur de l'Ordre national malgache, 1976.

Officier de l'Ordre national du mérite français, 1969.

Officier de l'Ordre du Croissant vert des Comores, 1970.

Médaille commémorative de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Paris).

Médaille commémorative du cinquantième anniversaire de la Cour suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

N.B. Biographie figurant dans :

Who's Who in the World (Chicago, Illinois, Marquis' Who's Who); première édition, 1972-1973; deuxième édition, 1974-1975; troisième édition, 1976-1977.

Dictionary of International Biography (Cambridge, Royaume-Uni), 1974-1975 et 1976-1977.

Who's Who in Africa south of the Sahara (Londres, Europa Publications), depuis 1971.

Dictionary of African Biography (Londres, Melrose), depuis 1970.

International Who's Who in Community Service, vol. II (Londres, 1976-1977).

Men of Achievement (Londres, Melrose, 1976).

World Directory of the High Courts of Nations (Washington, D.C., 1977).

Shabtai ROSENNE
(Israël)

/Original : anglais/

Né en 1917.

Etudes : LL.B (Londres), Ph.D. (Université hébraïque de Jérusalem); ancien professeur de droit international invité à l'Université Bar-Ilan, Ramat Gan. Membre de la Cour permanente d'arbitrage.

Carrière : Royal Air Force (1940-1946); Département politique de l'Agence juive pour la Palestine (1946-1948); Secrétariat juridique de la Commission préparatoire pour l'Etat d'Israël (1948); Avocat (Israël); Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères (1948-1967); élevé au rang d'ambassadeur en 1960; Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York) (1967-1971); Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales ayant leur siège à Genève (1971-1974); nommé ambassadeur itinérant (1974).

Membre des sociétés et organismes suivants : Jewish Academy of Arts and Sciences (New York) (1980); Commission du droit international (1962-1971); Commission des droits de l'homme (1968-1970); Institut du droit international (depuis 1963); et Rapporteur sur la terminaison des traités (1965-1967); Branche israélienne de l'Association du droit international; Membre honoraire de la Société hellénique de droit international et de l'American Society of International Law.

A reçu le "Prix Israël" en 1960 et le Certificate of Merit de l'American Society of International Law en 1968.

Membre de la délégation israélienne aux conférences suivantes : troisième, douzième à dix-septième, dix-neuvième à vingt-neuvième et trente-deuxième à trente-sixième sessions de l'Assemblée générale; Vice-Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (Commission juridique) en 1960;

Conférences d'armistice avec l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie (1949);

Conférence technique internationale sur la conservation des ressources biologiques de la mer (1955);

Conférence des Nations Unies relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956);

Première et deuxième Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer (1958, 1960) (Vice-Président de la délégation israélienne);

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (1968, 1969) (Président de la délégation israélienne);

/...

Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les amendements à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (1972, Président de la délégation israélienne);

Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (première et deuxième sessions, 1974, 1975);

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (de 1973 à ce jour) (Président de la délégation israélienne depuis 1978);

Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial (1977, Président de la délégation israélienne);

Représentant d'Israël de temps à autre aux réunions de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale de la santé, du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et membre de la Commission de recours (1972), puis Président du Conseil du Comité (1973).

Représentant du Gouvernement israélien lors de la procédure consultative pendante devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire touchant les Réserves à la Convention, à la répression et à la suppression du crime de génocide (1951); Mandataire du Gouvernement israélien dans l'affaire israélo-bulgare concernant un incident aérien du 27 juillet 1955; Conseil lors de l'arbitrage concernant les biens séculiers allemands en Israël (Israël/République fédérale d'Allemagne).

Cours au Royal Naval College, Greenwich, Londres (1946-1947) et à l'Académie de droit international de La Haye en 1954.

Principales publications

1. Livres et monographies

Israel's Armistice Agreements with the Arab States (1951).

"United Nations Treaty Practice", Recueil des cours de l'Académie de droit international, vol. 86 (1954), p. 281.

The International Court of Justice (1957).

The Time Factor in the Jurisdiction of the International Court of Justice (1960).

The World Court, What It Is and How It Works (1961) (également publié en espagnol et chinois), troisième édition (1973).

The Law and Practice of the International Court (2 volumes) (1965).

Terminaison des traités : Rapports, Annuaire de l'Institut de droit international, vol. 52, tome 1 (1967), p. 5 à 401; Discussion, ibid., tome 2, p. 317 à 399.

The Law of Treaties: Guide to the Legislative History of the Vienna Convention (1970).

Société des Nations, Comité d'experts sur la codification progressive du droit international (1925-1928) - édité avec une introduction, 2 volumes (1972).

Société des Nations, Conférence sur la codification du droit international (1930) - édité avec une introduction, 4 volumes (1975).

La Convention de Vienne sur le droit des traités (Le "Traité sur les traités"), en hébreu, avec la collaboration de M. Zohory (1978).

Documents on the International Court of Justice, première édition, 1974, deuxième édition, 1979.

Procedure in the International Court of Justice (sous presse).

2. Publications relatives à la Cour internationale de Justice

"Tendances récentes dans les travaux de la Cour internationale de Justice", Hapraklit, vol. 9 (1952), p. 78 (en hébreu);

"Res Judicata: Some recent decisions of the International Court of Justice", British Year Book of International Law, vol. 28 (1953), p. 1;

"The Forum Prorogatum in the International Court of Justice", Revue hellénique de droit international, vol. 6 (1953), p. 1;

"The International Court and the United Nations: Reflections on the Period 1946-1954", International Organization, vol. 9 (1955), p. 244;

"Sir Hersch Lauterpacht's Concept of the Task of the International Judge", American Journal of International Law, vol. 55 (1961), p. 825;

"On the non-Use of the Advisory Competence of the International Court of Justice", British Year Book of International Law, vol. 39 (1963), p. 1;

"The Court and the Judicial Process", International Organization, vol. 14 (1965), p. 518;

"Reflections on the Position of the Individual in Inter-State Litigation in the International Court of Justice", Liber Amicorum for Martin Domke, 1967, p. 240;

"L'exécution et la mise en vigueur des décisions de la Cour internationale de Justice", Revue générale de droit international public, vol. 57 (1953), p. 532;

"La Cour internationale de Justice en 1960", Revue générale de droit international public, vol. 6 (1961), p. 473;

"La Cour internationale de Justice en 1961", ibid., vol. 66 (1962), p. 701;

"La Cour internationale de Justice en 1962", ibid., vol. 67 (1963), p. 737;

"La Cour internationale de Justice en 1963", ibid., vol. 68 (1964), p. 858;

"La Cour internationale de Justice en 1964 et 1965", ibid., vol. 70 (1966), p. 837;

"La Cour internationale de Justice en 1966", ibid., vol. 71 (1967), p. 853;

Exposés écrits et oraux devant la Cour internationale de Justice au nom du Gouvernement israélien dans l'affaire touchant les Réserves (1951) et dans l'affaire concernant l'incident aérien du 27 juillet 1955 (1959);

"The International Court at Fifty", Israel Law Review, vol. 7 (1972), p. 175;

"The 1972 Revision of the Rules of the International Court of Justice", Israel Law Review, vol. 8 (1973), p. 197;

"The Protection of Certain Jewish Interests in the Statute of the Permanent Court of International Justice", Israel Yearbook on Human Rights, vol. 3 (1973), p. 136;

"The Reconceptualization of Objections in the International Court of Justice", Comunicazioni e Studi, vol. 14 (1975), p. 735 (Studi in onore di Gaetano Morelli);

"The Composition of the Court", The Future of the International Court of Justice, vol. 1 (1976), p. 377;

"Election of Members of the International Court of Justice: Late Nominations and Withdrawals of Candidacies", American Journal of International Law, vol. 70 (1976), p. 543;

"Judge John E. Read and the International Court of Justice", The Canadian Yearbook of International Law, vol. 17 (1979), p. 3;

"Equitable Principles and the Compulsory Jurisdiction of International Tribunals", Festschrift für Rudolf Bindschedler (1980), p. 407;

"The 1981 Occasional Election to Fill Two Vacancies on the International Court of Justice", American Journal of International Law, vol. 75 (1981), p. 349;

"Some Reflections on the 1978 Revised Rules of the International Court of Justice", Columbia Journal of Transnational Law, vol. 19 (1981), p. 235;

"The Election of Five Members of the International Court of Justice in 1981", American Journal of International Law, vol. 76 (1982) (sous presse).

3. Publications relatives à la codification du droit international

"The International Law Commission, 1949-1959", British Year Book of International Law, vol. 36 (1960), p. 104.

"Document de travail sur la succession d'Etats et de gouvernements" (distribué originellement sous la cote A/CN.4/SC.2/WP.3), Annuaire de la Commission du droit international, 1963, vol. II, p. 101.

"Relations between Governments and the International Law Commission", The Year Book of World Affairs, vol. 19 (1965), p. 183.

"The Role of the International Law Commission", Proceedings of the American Society of International Law, vol. 64 (1970), p. 24.

Réponse au Questionnaire sur les traités des Etats et organisations internationales, Commission du droit international (A/CN.4/250, annexe II). Annuaire de la Commission du droit international, 1971, vol. II, partie II.

4. Publications relatives au droit des traités

"Note on 'Travaux préparatoires'", The International and Comparative Law Quarterly, vol. 12 (1963), p. 1378.

"Some Diplomatic Problems of the Codification of the Law of Treaties", Washington Law Review, vol. 41 (1966), p. 261.

"Is the Constitution of an International Organization an International Treaty?", Comunicazioni e Studi, vol. 12 (1966), p. 231.

"Interpretation of Treaties", Transnational Law, vol. 5 (1966), p. 205.

"The Depositary of International Treaties", American Journal of International Law, vol. 61 (1967), p. 923.

"Succession of States and the Codification of the Law of Treaties", Revista Española de Derecho Internacional, vol. 21 (1968), p. 416.

"Problems of Treaty-making Competence: Reflections on the Vienna Convention of 1969 and the Kamiar case", Of Law and Man, Essais en hommage au juge Haim Cohen, publiés par la Faculté de droit de Tel-Aviv (1971).

"More on the Depositary of International Treaties", American Journal of International Law, vol. 64 (1970), p. 838.

"The Settlement of Treaty Disputes under the Vienna Convention of 1969", Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, vol. 32 (1971).

"The Temporal Application of the Vienna Convention on the Law of Treaties", Cornell International Law Review, vol. 4 (1970), p. 1.

"On Multi-Lingual Interpretation", Israel Law Review, vol. 6 (1971), p. 360.

"Bilateralism and Community Interest in the Codified Law of Treaties", Transnational Law in a Changing Society, Essais en hommage à Philip C. Jessup (1972), p. 201.

"'Consent' and Related Words in the Codified Law of Treaties", La communauté internationale, Mélanges offerts à Charles Rousseau (1947), p. 229.

"A Posteriori Reflections on the Vienna Convention on the Law of Treaties", Estudios de Derecho Internacional, Homenaje al Professor Miaja de la Muela, vol. I (1979), p. 441.

"The Meaning of 'Authentic Text' in Modern Treaty Law" (sous presse).

5. Publications relatives au droit de la mer

"Law of the Sea Comes into Force Today", Jerusalem Post, 10 septembre 1964.

"The Concept of 'Territorial Sea' in the Talmud", Israel Law Review, vol. 10 (1975), p. 503. A paru également en hébreu.

"The Third United Nations Conference on the Law of the Sea", Israel Law Review, vol. 11 (1976), p. 1.

"Reflections on the Final Clauses in the New Law of the Sea Treaty", Virginia Journal of International Law, vol. 18 (1977), p. 133.

"The Settlement of Disputes in the New Law of the Sea", Iranian Review of International Relations (1978), p. 401.

"Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", "Sapanut" (en hébreu), décembre 1978.

"Some Procedural Aspects of the English Channel Continental Shelf Arbitration", Essays in Honour of Erik Castrén (1979), p. 96.

"Reflections on the Third United Nations Conference on the Law of the Sea - Where it Stands in April, 1981", Proceedings of Conference on Deep Sea-Bed Mining and Freedom of the Sea, Bridgeport, Conn. (1981), p. 1.

"The Reconciliation of the Old and the New Law of the Sea", Proceedings of the Law of the Sea Institute of the University of Hawaii (Kiel, 1980, sous presse).

The Preamble to the New Convention on the Law of the Sea (sous presse).

6. Publications relatives à la loi d'Israël, à la loi juдаïque et aux questions connexes

"Droit international et droit interne israélien", Hapraklit (Tel-Aviv), vol. 7 (1950), p. 258 (en hébreu).

"Le mandat du Ministère des affaires étrangères", Hapraklit, vol. 11 (1955), p. 33 (en hébreu).

"Le statut du canal de Suez", Hapraklit, vol. 11 (1955), p. 374 (en hébreu).

"L'influence du judaïsme sur le droit international", Hapraklit, vol. 13 (1957), p. 3 (en hébreu).

"The Constitutional and Legal System of Israel", (New York, 1957).

"The Influence of Judaism on the Development of International Law", Nederlands Tijdschrift voor International Recht, vol. 5 (1958), p. 119.

"Basic Elements of Israel's Foreign Policy", India Quarterly, vol. 17 (1961), p. 328.

"The Oswald Rufeisen (Brother Daniel) Case", Midstream, New York, 1963.

"Jewish Law" in Sovereignty within the Law (Dobbs Ferry, New York, 1965).

"The Legal Service of the Ministry for Foreign Affairs", Public Administration in Israel and Abroad, 1965, p. 59.

"Directions for a Middle East Settlement - Some Underlying Legal Problems", Law and Contemporary Problems, vol. 33 (1968), p. 44.

"Israël et les traités internationaux de la Palestine", Journal de droit international, vol. 77 (1950), p. 1140.

"La loi israélienne sur la nationalité 5712-1952 et la loi du Retour 5710-1950", Journal de droit international, vol. 81 (1954), p. 4.

"La Legislación Israelfi : Seis Años de Desarrollo", La Ley, Buenos Aires, 7 mai 1955. Nouvelle édition, Buenos Aires 1956.

"Estructura del Sistema Jurídico y Constitucional del Estado de Israel", Revista de Derecho, vol. 53 (1956), p. 101.

"La Ley Israelfi Sobre la Nacionalidad y la Ley del Retorno", Revista de Derecho, vol. XXV (1957), p. 3.

"La Codificación del Derecho en Israel", Revista Jurídica de Buenos Aires, vol. III (1958), p. 27.

"L'application des traités d'extradition" (en hébreu), Hapraklit, vol. 28 (1972), p. 140.

"The Red Cross, Red Crescent, Red Lion and Sun and the Red Shield of David", Israel Yearbook on Human Rights, vol. 5 (1975), p. 9.

"Israel and the United Nations: Changed Perspectives, 1945-1976", American Jewish Year Book, 1978, p.3.

"Jacob Robinson - In Memoriam", Israel Law Review, vol. 13 (1978), p. 287.

7. Publications diverses

Théorie et pratique concernant les relations diplomatiques et consulaires, Hapraklit (Tel-Aviv), vol. 13 (1957), p. 281 (en hébreu).

"Prize Law and Aircraft", Law Times, Londres, 23 avril 1940.

"Some Legal Aspects of 'Asama Maru' Incident", Law Times, Londres, 22 juin 1940.

"Domicile of Political Refugees", Law Times, Londres, 19 et 26 juillet 1941.

"Note on Punishment of War Criminals", Law Quarterly Review, vol. 60 (1944), p. 255.

"British Prize Law, 1939-1944", Law Quarterly Review, vol. 61 (1945), p. 49 et 133.

"Note on Scottish Prize Law", Law Quarterly Review, vol. 62 (1946), p. 132.

"British Prize Law, 1944-1946", Law Quarterly Review, vol. 63 (1947), p. 137.

"Modern Blockade: Some Legal Aspects", British Year Book of International Law, vol. 23 (1946), p. 346.

"Italian Prize Law, 1940-1943", British Year Book of International Law, vol. 24 (1947), p. 160.

"Some Private International Law Problems Arising out of European Racial Legislation", Modern Law Review, vol. 10 (1947), p. 345.

"Abolition of Nazi and Fascist Anti-Jewish Legislation by British Military Administrations of the Second World War", Jewish Yearbook of International Law, vol. 1 (1949), p. 261.

"Recognition of States by the United Nations", British Year Book of International Law, vol. 27 (1950), p. 267.

"Effect of Change of Sovereignty Upon Municipal Law", British Year Book of International Law, vol. 27 (1950), p. 267.

"International Law and the Use of Force", Naval War College Review, janvier 1969, p. 3.

Annuaire des droits de l'homme; Enquêtes sur Israël en 1949, 1950, 1951, 1952 et 1953.

"Aggression", International Problems (Tel-Aviv), vol. 25 (1976), p. 25.

"On Defining International Aggression - An Exercise in Futility", Israel Law Review, vol. 12 (1977), p. 401.

"The International Convention against the Taking of Hostages, 1979", Israel Yearbook on Human Rights, vol. 10 (1980), p. 109.

"The Role of Controversy in International Legal Development (sous presse).

"L'ONU et la guerre israélienne d'indépendance" (en hébreu, sous presse).

Collaborateur aux Annual Digest and Reports of International Law Cases et aux International Law Reports, et membre du Comité consultatif; à la Hebrew Encyclopedia (articles sur la diplomatie, Grotius, la Société des Nations, etc.); à l'Encyclopedia of Public International Law (en cours d'élaboration).

